ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Premier Ministre, le Ministre des Télécommunications et le Ministre des Transports, le 31 juillet 1996, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la composition et au fonctionnement de la commission entreprises publiques", a donné le 13 novembre 1996 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 31 juli 1996 door de Eerste Minister, de Minister van Telecommunicatie en de Minister van Vervoer verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de samenstelling en de werking van het comité overheidsbedrijven", heeft op 13 november 1996 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 1er.

Les dispositions du projet, qui règlent les procédures de nomination des membres de la commission entreprises publiques, ont vocation à s'appliquer, non seulement durant la période qui suivra directement leur entrée en vigueur, mais aussi ultérieurement à l'occasion des renouvellements successifs de cette commission. C'est ainsi notamment que, selon l'article 2, alinéas 2 à 4, du projet, les membres présentés par les conseils d'administration des entreprises publiques autonomes seront nommés pour une période renouvelable de six ans correspondant à la durée de leur mandat et exerceront leurs fonctions jusqu'à la désignation de leurs successeurs.

Par ailleurs, compte tenu de la précision fournie par le délégué du Gouvernement au sujet de l'article 5 et par souci de concordance avec cette dernière disposition, on ne visera pas seulement La Poste, Belgacom et la Société nationale des chemins de fer belges, mais toute entreprise publique autonome (1).

---

(1) Voir article 31, § 6, alinéa 2, première phrase, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Enfin, il n'y a pas lieu de reproduire la précision concernant le nombre de candidats devant figurer dans chaque liste, qui figure déjà dans la loi du 21 mars 1991 (article 31, § 6, alinéas 2 et 4).

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er. Tous les six ans et pour la première fois au cours du mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le conseil d'administration de chaque entreprise publique autonome adresse au Premier Ministre, par lettre recommandée à la poste, les listes de candidats à la fonction de membre effectif et suppléant de la commission entreprises publiques prévues à l'article 31, § 6, alinéas 2 et 4, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, ci-après dénommée "la loi"" (1).

Article 2.

1. L'alinéa 1er, qui se borne à répéter, en d'autres termes, des dispositions figurant aussi dans ledit l'article 31, § 6, alinéas 2 et 4, est inutile. La seule précision qu'il apporte, dans son liminaire, "Dès réception des listes de candidats prévues à l'article 1er", ne rend compte d'aucune réalité, car ce n'est assurément pas à la

---

(1) Dans les dispositions du projet se référant à la loi du 21 mars 1991, on écrira "la loi". De même, lorsque l'on utilise l'expression "lettre recommandée", on précisera "à la poste".

réception de ces listes que les nominations auront lieu, mais dans les jours ou semaines qui suivront.

L'alinéa sera donc omis.

2. Il est proposé de diviser l'article 2 en deux paragraphes, le premier comportant l'alinéa 2 du texte en projet, le second comportant les alinéas suivants.

3. Dans l'alinéa 2, devenant la paragraphe premier, on omettra les mots ", visés à l'alinéa 1er,".

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. L'alinéa 3 du projet doit être placé à la fin du paragraphe 2.

5. A l'alinéa 4 du projet, on omettra également les mots ", visé à l'alinéa 1er,".

6. Le 3° de l'alinéa 4 confère au conseil d'administration de chaque entreprise publique autonome qui a proposé la nomination d'un membre, le pouvoir exorbitant de décider, de sa seule initiative, la fin d'un mandat octroyé

pour une durée de six ans. Cela n'est pas admissible au regard du principe suivant lequel une autorité qui confère une charge est, seule, habilitée à la retirer dans les mêmes conditions de formes et de procédure que celles prescrites pour sa collation; en outre, une telle intervention discrétionnaire du conseil d'administration, sans que soient précisées les conditions de cette intervention, n'est pas compatible avec la règle selon laquelle un mandat conféré pour une durée déterminée ne peut être retiré que pour des motifs juridiquement admissibles.

7. A l'alinéa 5, ainsi que l'a confirmé le délégué du Gouvernement, l'intention n'est pas que le membre effectif, dont le mandat prendrait fin pour l'une des raisons énumérées à l'alinéa 4, 2° à 4°, soit remplacé par un membre suppléant, si ce n'est durant le laps de temps nécessaire pour procéder à la nomination d'un nouveau membre effectif pour achever le mandat devenu vacant. Il n'est donc nullement envisagé que les membres nommés en qualité de suppléants deviennent membres effectifs sans faire l'objet d'une nomination à ce titre, par le seul effet de la survenance d'une vacance et de l'application d'une règle que le projet, à dessein, ne prévoit pas.

Comme le délégué du Gouvernement en a convenu, l'alinéa 5 doit, dès lors, être complété pour préciser les modalités de la nomination d'un nouveau membre en vue de pourvoir à la vacance, étant entendu que la loi requiert que les membres soient nommés parmi les candidats proposés par les conseils d'administration des entreprises publiques

autonomes et qu'au moins deux membres le soient sur la proposition de chaque conseil d'administration.

Les observations qui précèdent valent aussi pour l'article 11.

Chapitre II.

Observation générale.

Les dispositions de ce chapitre créent une commission "de comptage" ayant pour mission de déterminer le nombre de membres que chaque organisation syndicale représentative a le droit de proposer pour siéger à la commission entreprises publiques.

Contrairement à d'autres statuts syndicaux, notamment l'article 55 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, le texte du projet ne prévoit aucun mécanisme de recours pour les organisations syndicales qui s'estimeraient lésées par les décisions de la commission précitée.

Il convient de compléter le chapitre pour instaurer un tel mécanisme.

Article 3.

1. Il ressort de l'article 7, § 1er, alinéa 1er, du projet que la commission instituée par l'article 3, ainsi que le laisse entendre son paragraphe premier, ne sera pas seulement chargée de déterminer le nombre de membres que chaque organisation syndicale représentative pourra proposer; elle aura également pour mission de déterminer préalablement quelles organisations syndicales seront considérées comme représentatives, en application de l'article 31, § 6, alinéa 5, de la loi du 21 mars 1991.

Il convient donc d'insérer, dans le premier paragraphe entre les mots "déterminer" et "le nombre", les mots "les organisations syndicales qui, satisfaisant aux conditions prévues par l'article 31, § 6, alinéa 5, de la loi, doivent être considérées comme représentatives, ainsi que".

2. Surtout le texte français des paragraphes 2 à 5 reproduisent quasi textuellement les articles 1er à 4 de l'arrêté royal du 21 avril 1983 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission des primes syndicales (1).

Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

---

(1) Moniteur belge du 5 mai 1983.

La rédaction du paragraphe 3 correspond à celle de l'article 1er, § 2, de cet arrêté, laquelle résulte d'une suggestion formulée en ces termes dans l'avis L. 15.054/2 du 8 novembre 1982 (1) relatif audit arrêté :

> "Comme les magistrats n'appartiennent pas à proprement parler à un rôle linguistique, le paragraphe 2 devrait être rédigé comme suit, sur le modèle des articles 43 et suivants de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire :
>
> «§ 2. Le président doit justifier de la connaissance du français et du néerlandais. Les autres membres doivent justifier par leur diplôme qu'ils ont subi les examens du doctorat de droit, l'un en langue française et l'autre en langue néerlandaise»".

Se référant à cet avis, le délégué du Gouvernement a confirmé que le magistrat appelé à assumer la présidence devra justifier de la connaissance de la langue autre que celle dans laquelle auront été subis les examens du doctorat ou de la licence en droit, conformément à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, et a indiqué qu'il ne convient donc pas que l'arrêté en projet règle cette matière en violation de l'article 30 de la Constitution.

---

(1) Moniteur belge du 5 mai 1983, p. 5868.

3. Le second alinéa du paragraphe 5 serait mieux rédigé comme suit (1) :

"Les membres de la commission bénéficient de la réglementation applicable au personnel des ministères fédéraux en matière de frais de parcours et de séjour. Ils sont, pour son application, assimilés aux fonctionnaires des rangs 15 à 17".

Article 4.

On précisera que la commission paritaire nationale de la Société nationale des chemins de fer belges est celle visée par l'article 13 de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges.

En outre, le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

Le délégué du Gouvernement a confirmé ce que l'emploi, dans l'alinéa 1er, des termes "entreprises publiques visées à l'article 2, § 2, 1°, 3° et 4°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises

---

(1) Cf. article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du 21 avril 1983 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission des primes syndicales.

publiques économiques" et "entreprises qui ont fait l'objet du classement visé à l'article 1er, § 3, de la loi du 21 mars 1991 citée ci-dessus" permet de supposer, à savoir qu'en cas de classement de la Régie des voies aériennes parmi les entreprises publiques autonomes, elle prendrait part aux procédures organisées par l'arrêté en projet, sans qu'il soit nécessaire de le modifier à cet effet, ce qui correspond précisément à l'intention des auteurs de cet arrêté.

C'est donc l'article 1er du projet qu'il convient d'adapter en conséquence, comme le Conseil d'Etat l'a suggéré pour cet article.

La rédaction du premier alinéa de l'article 5 pourrait, au demeurant, être améliorée. Ainsi, les mots "visées à l'article 2, § 2, 1°, 3° et 4°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques" seraient avantageusement remplacés par les mots "autonomes autres que la Société nationale des chemins de fer belges". La fin de l'alinéa serait, en outre, mieux rédigée comme suit : "... à lui communiquer, pour chacune de ces entreprises, la dénomination des organisations syndicales considérées comme représentatives conformément à l'article 30, § 5, de la loi, ainsi que le nombre d'affiliés cotisants pris, pour chacune d'elles, en considération en vue de la répartition des sièges au sein de la commission paritaire de l'entreprise.".

Article 6.

Dans le premier alinéa de l’article 6, on remplacera les termes "organes paritaires" par les termes "commissions paritaires".

Article 7.

1. La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 1er :

"§ 1er. Pour chaque organisation syndicale dont le nom lui a été communiqué en application des articles 4 et 5, la commission visée à l’article 3 vérifie si elle répond aux conditions posées par l’article 31, § 6, alinéa 5, de la loi.

Le cas échéant, le président demande, par lettre recommandée à la poste, aux organes dirigeants de l’organisation syndicale de lui communiquer tout élément probant nécessaire à la vérification; dans les huit jours de la réception de cette lettre, le ou les éléments demandés sont communiqués au président; à défaut, l’organisation syndicale est présumée ne pas satisfaire auxdites conditions".

2. Il est proposé de rédiger l'alinéa 1er du paragraphe 2 de la manière suivante :

"§ 2. En vue de la répartition des mandats visés à l'article 31, § 6, alinéa 3, de la loi entre les organisations syndicales représentatives, la commission visée à l'article 3 divise par neuf le total des affiliés cotisants de chaque organisation syndicale représentative".

3. L'emploi du qualificatif "électoral" dans les alinéas 2 et 3 du même paragraphe 2, n'est pas approprié, à défaut d'élections. Cet adjectif doit donc être omis.

4. Si l'on considère que le quotient visé à l'alinéa 3 du même paragraphe est un nombre rationnel, c'est la part entière de ce nombre, ou encore le nombre d'unités que contient le quotient, qui doit déterminer la première répartition prévue par cet alinéa. La rédaction de cet alinéa doit être précisée en conséquence.

5. Le dernier alinéa du même paragraphe 2, tel qu'il est formulé, ne permet pas de déterminer comment répartir les mandats restants après la première attribution, notamment dans l'hypothèse où plusieurs mandats, et pas un seul, resteraient encore à pourvoir. Le texte sera réécrit pour préciser les modalités de dévolution de ces mandats.

Article 9.

Dans cet article, il est proposé de remplacer le terme "communiquent" par le mot "adressent".

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

Selon l'article 31, § 6, alinéa 3, de la loi du 21 mars 1991, chaque organisation syndicale considérée comme représentative propose des membres, et non des candidats comme les conseils d'administration en vertu de l'alinéa précédent. Elle en propose un nombre proportionnel à celui de ses affiliés cotisants parmi le nombre total des membres du personnel de l'ensemble des entreprises publiques autonomes affiliés à l'une desdites organisations.

Or, l'article 7 du projet a précisément pour objet la détermination de cette proportion.

Le délégué du Gouvernement n'a donc pu que confirmer que le nombre de membres proposés par chaque organisation doit, conformément à la loi, coïncider avec celui des mandats auxquels il lui revient de pourvoir en application dudit article 7.

Il convient, par conséquent, d'écrire :

"Art. 10. Dans les huit jours qui suivent la réception des lettres recommandées visées à l'article 9, les organisations syndicales représentatives communiquent aux ministres dont relèvent les entreprises publiques autonomes les noms des membres effectifs et suppléants qu'elles proposent à la nomination, chacune en ce qui la concerne".

Article 11.

1. Il est renvoyé aux observations faites à propos de l'article 2.

2. Afin de préciser les modalités de désignation d'un nouveau membre pour pourvoir à la vacance, la phrase suivante, suggérée par le délégué du Gouvernement, sera insérée entre les deux phrases formant, dans le projet, le dernier alinéa : "A cette fin, l'organisation syndicale qui a proposé le membre à remplacer propose, dans les trois mois de la vacance, un autre membre effectif ou suppléant, selon le cas".

Article 12.

1. L'alinéa 1er prévoit que la commission se réunit aussi à la demande d'une organisation syndicale représentative, alors que l'alinéa 2 dispose que la demande de

convocation mentionne les objets "que ces membres désirent voir porter à l'ordre du jour". La rédaction doit, dès lors, être revue pour assurer la concordance des deux alinéas à cet égard.

2. A l'alinéa 2, on omettra le mot "toujours".

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13.

Parmi les missions qui incombent à la commission entreprises publiques figure celle prévue à l'article 35, § 3, alinéa 1er, 1°, de la loi du 21 mars 1991. Dans l'exercice de cette compétence, le président de la commission peut être chargé d'une mission de conciliation préalable prévue à l'alinéa 2 du même paragraphe de cet article 35.

L'article 13 du projet doit préciser les modalités de cette mission.

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 17.

1. Le règlement d’ordre intérieur ne peut, en principe, porter que sur les modalités accessoires de fonctionnement de la commission; les aspects essentiels de celui-ci doivent figurer dans l’arrêté lui-même.

2. Au surplus, le texte ne désigne pas l’autorité qui sera chargée d’établir le règlement d’ordre intérieur. Le Conseil d’Etat suppose que ce pouvoir sera exercé par la commission elle-même.

Il est donc proposé d’écrire :

"Art. 17. La commission établit, dans son règlement d’ordre intérieur, les modalités accessoires de son fonctionnement".

Article 18.

Cette disposition prévoit que les frais d’installation et de fonctionnement de la commission entreprises publiques sont supportées par les entreprises publiques autonomes représentées dans cette commission, à raison d’une part contributive déterminée par les ministres dont relèvent ces entreprises.

Le Roi ne puise pas dans la seule habilitation que Lui attribue l’article 31, § 8, de la loi du 21 mars 1991, invoqué comme base légale par le délégué du Gouvernement, le

pouvoir d'imposer des obligations financières auxdites entreprises.

L'article doit, en conséquence, être revu.

Articles 19 et 20.

En vertu de l'article 4 de l'arrêté royal du 10 avril 1995 modifiant l'arrêté royal du 12 août 1993 relatif à la composition et au fonctionnement de la commission entreprises publiques, l'arrêté royal du 12 août 1993 cesse d'être en vigueur lorsque le Roi met en exécution l'article 49, § 3, de la loi du 21 mars 1991.

A ce jour, seul l'alinéa 2 du paragraphe 3 de l'article 49 de ladite loi a été exécuté, et ce par l'arrêté royal du 23 novembre 1995 fixant la date du renouvellement de la commission paritaire nationale auprès de la Société nationale des chemins de fer belges; l'alinéa 1er n'a fait l'objet d'aucun arrêté d'exécution; l'arrêté royal du 12 août 1993 précité est, en conséquence, toujours en vigueur.

Pour éviter cette difficulté, le délégué du Gouvernement a fait les propositions suivantes, sur lesquelles le Conseil d'Etat marque son accord :

1° insertion, dans le chapitre IV, d'un nouvel article 19 ainsi rédigé :

"Art. 19. La première des périodes de six ans visées à l'article 30, § 5, de la loi prend cours le 1er décembre 1996.";

2° insertion d'un nouvel article 20, ainsi rédigé :

"Art. 20. L'arrêté royal du 12 août 1993 relatif à la composition et au fonctionnement de la Commission entreprises publiques, modifié par l'arrêté royal du 10 avril 1995, est abrogé.";

3° adaptation de la numérotation des articles 19, 20 et 21 du projet, devenant respectivement les articles 21, 22 et 23;

4° rédaction suivante pour l'article 22 :

"Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1996.";

5° rédaction de l'alinéa 1er du préambule dans les termes ci-après :

"Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 31, § 8, et 49, § 3, alinéa 1er;".

Observation finale.

Le texte néerlandais du projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation faite dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Opschrift.

Men schrijve "werkwijze" in plaats van "werking".

Artikel 1.

De bepalingen van het ontwerp, die de benoemingsprocedure regelen van de leden van het comité overheidsbedrijven, zullen niet alleen toepassing vinden gedurende de periode onmiddellijk nadat zij in werking zijn getreden, maar tevens later naar aanleiding van de opeenvolgende vernieuwingen van dat comité. Zo zullen onder meer, luidens artikel 2, tweede tot vierde lid, van het ontwerp, de door de raden van bestuur van de autonome overheidsbedrijven voorgedragen leden benoemd worden voor een verlengbare periode van zes jaar, die overeenstemt met de duur van hun mandaat, en hun ambt uitoefenen tot hun opvolgers zijn aangesteld.

Bovendien behoort, gelet op de door de gemachtigde van de Regering in verband met artikel 5 verstrekte toelichting en ter wille van de overeenstemming met die bepaling, niet alleen te worden verwezen naar De Post, Belgacom en de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, maar naar elk autonoom overheidsbedrijf (1).

Ten slotte is er geen reden om de precisering op te nemen omtrent het aantal kandidaten dat op elke lijst moet

---

(1) Zie artikel 31, § 6, tweede lid, eerste zin, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

voorkomen, daar zij reeds is opgenomen in de wet van 21 maart 1991 (artikel 31, § 6, tweede en vierde lid).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1. Om de zes jaar en voor de eerste maal in de loop van de maand na de datum van inwerkingtreding van dit besluit, zendt de raad van bestuur van elk autonoom overheidsbedrijf bij ter post aangetekende brief aan de Eerste Minister de lijsten van kandidaten voor het ambt van werkend lid en plaatsvervangend lid van het comité overheidsbedrijven, welke lijsten bedoeld zijn in artikel 31, § 6, tweede en vierde lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, hierna te noemen "de wet"" (1).

Artikel 2.

1. Het eerste lid, dat zich ertoe bepaalt met andere woorden bepalingen te herhalen die ook voorkomen in het genoemde artikel 31, § 6, tweede en vierde lid, is nutteloos. De enige verduidelijking die het bevat in de inleidende zin, "Zodra de kandidatenlijsten bedoeld in artikel 1 ingekomen zijn", strookt niet met de werkelijkheid, daar het zeker niet bij ontvangst van die lijsten is dat de benoemingen zullen geschieden, maar in de daaropvolgende dagen of weken.

---

(1) In de bepalingen van het ontwerp die verwijzen naar de wet van 21 maart 1991 schrijve men "de wet". Evenzo dient, wanneer men de uitdrukking "aangetekende brief" gebruikt, te worden gepreciseerd "ter post".

Het lid moet dus vervallen.

2. Voorgesteld wordt artikel 2 in te delen in twee paragrafen, waarbij de eerste het tweede lid van de ontworpen tekst bevat en de tweede de volgende leden.

3. In het tweede lid, dat paragraaf 1 wordt, dienen de woorden "bedoeld in het eerste lid," te vervallen. Bovendien dient het woord "hernieuwbare" vervangen te worden door het woord "verlengbare". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

4. Het derde lid van het ontwerp moet aan het einde van paragraaf 2 komen te staan.

5. In het vierde lid van het ontwerp dienen eveneens de woorden "bedoeld in het eerste lid," te vervallen.

6. Onderdeel 3° van het vierde lid verleent de raad van bestuur van elk autonoom overheidsbedrijf die een lid ter benoeming heeft voorgedragen, de buitensporige bevoegdheid om op eigen initiatief te besluiten tot het beëindigen van een mandaat dat verleend is voor een tijdvak van zes jaar. Zulks is niet aanvaardbaar uit het oogpunt van het beginsel dat alleen een overheid die een mandaat verleent, gemachtigd is om het in te trekken onder dezelfde voorwaarden inzake vorm en procedure als die welke zijn voorgeschreven voor het

toekennen ervan; bovendien is zulk een discretionair optreden van de raad van bestuur, zonder dat de voorwaarden voor dat optreden worden gepreciseerd, niet bestaanbaar met de regel dat een voor een bepaalde tijd verleend mandaat alleen kan worden ingetrokken om juridisch aanvaardbare redenen.

7. De gemachtigde van de Regering heeft verklaard dat het in het vijfde lid niet de bedoeling is dat het werkend lid, wiens mandaat om een van de redenen opgenoemd in het vierde lid, 2° tot 4°, eindigt, vervangen wordt door een plaatsvervangend lid, tenzij voor de tijd die noodzakelijk is om een nieuw werkend lid te benoemen dat het opengevallen mandaat voltooit. Er wordt dus geenszins in uitzicht gesteld dat de leden die benoemd zijn als plaatsvervanger, werkende leden zullen worden zonder dat zij in die hoedanigheid worden benoemd, door het loutere ontstaan van een vacature en de toepassing van een regel waarin het ontwerp, met opzet, niet voorziet.

De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat het vijfde lid bijgevolg moet worden aangevuld om de wijze van benoeming van een nieuw lid ter vervulling van een vacature te verduidelijken, met dien verstande dat de wet vereist dat de leden benoemd worden na gekozen te zijn uit de door de raden van bestuur van de autonome overheidsbedrijven voorgedragen kandidaten en dat ten minste twee leden benoemd worden op voordracht van elke raad van bestuur.

De voorgaande opmerkingen gelden ook voor artikel 11.

Hoofdstuk II.

Algemene opmerking.

De bepalingen van dit hoofdstuk richten een "telcommissie" op, met als taak het aantal leden te bepalen dat elke representatieve vakorganisatie mag voordragen om zitting te nemen in het comité overheidsbedrijven.

In tegenstelling tot andere vakbondsstatuten, inzonderheid artikel 55 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, voorziet de tekst van het ontwerp in geen enkele mogelijkheid tot beroep voor vakorganisaties die zouden menen schade te hebben geleden door de beslissingen van het voormelde comité.

Het hoofdstuk dient te worden aangevuld om zulk een mogelijkheid in te voeren.

Artikel 3.

1. Uit artikel 7, § 1, eerste lid, van het ontwerp blijkt dat de bij artikel 3 opgerichte commissie, zoals in paragraaf 1 wordt te kennen gegeven, niet alleen het aantal leden zal hebben te bepalen dat elke representatieve vakorganisatie zal kunnen voordragen; zij zal tevens als taak hebben vooraf te bepalen welke vakorganisaties als representatief zullen worden beschouwd, met toepassing van artikel 31, § 6, vijfde lid, van de wet van 21 maart 1991.

In paragraaf 1 dienen dus tussen de woorden "het bepalen" en "van het aantal" de woorden "van de vakorganisaties die, omdat zij voldoen aan de voorwaarden opgenoemd in artikel 31, § 6, vijfde lid, van de wet, moeten worden beschouwd als representatief, alsmede" te worden ingevoegd.

Voorts schrijve men "mag voordragen om zitting te nemen" in plaats van "het recht heeft aan te duiden om te zetelen".

2. Vooral de Franse tekst van de paragrafen 2 tot 5 neemt bijna woordelijk de artikelen 1 tot 4 over van het koninklijk besluit van 21 april 1983 betreffende de samenstelling en de werking van de Commissie voor de vakbondpremies (1).

---

(1) Belgisch Staatsblad van 5 mei 1983.

De Nederlandse tekst van paragraaf 2, die uit taalkundig oogpunt niet correct is en bovendien onbegrijpelijk, zou aldus gesteld moeten worden :

"§ 2. De commissie bestaat uit een voorzitter en uit twee leden die, op de gezamenlijke voordracht van de ministers bevoegd voor de autonome overheidsbedrijven, door Ons benoemd worden na te zijn gekozen uit de magistraten van de rechterlijke orde".

De redactie van paragraaf 3 stemt overeen met die van artikel 1, § 2, van dat besluit, welke redactie het gevolg is van een in die bewoordingen geformuleerd voorstel in advies L. 15.054/2 van 8 november 1982 (1) met betrekking tot het genoemde besluit :

> "Magistraten behoren eigenlijk niet tot een taalrol. Paragraaf 2 zou dan ook moeten worden geredigeerd naar het voorbeeld van de artikelen 43 en volgende van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken :
>
> «§ 2. De voorzitter moet doen blijken van de kennis van het Nederlands en van het Frans. De andere leden moeten door hun diploma bewijzen dat zij de examens van het doctoraat in de rechten hebben afgelegd, de ene in het Nederlands, de andere in het Frans»".

De gemachtigde van de Regering heeft, onder verwijzing naar dat advies, bevestigd dat de magistraat die het voorzitterschap moet waarnemen, moet doen blijken van de kennis van de taal die niet de taal is waarin de examens zijn afgelegd van het doctoraat of het licentiaat in de

---

(1) Belgisch Staatsblad van 5 mei 1983, blz. 5868.

rechten, overeenkomstig de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, en heeft erop gewezen dat het dus niet aangaat dat het ontworpen besluit die aangelegenheid regelt met schending van artikel 30 van de Grondwet.

3. Het tweede lid van paragraaf 5 zou beter als volgt worden geredigeerd (1) :

"De leden van de commissie genieten de regeling die geldt voor het personeel van de federale ministeries inzake reis- en verblijfkosten. Zij worden, voor de toepassing ervan, gelijkgesteld met de ambtenaren van de rangen 15 tot 17".

Artikel 4.

Er zij op gewezen dat de nationale paritaire commissie van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen die is welke wordt genoemd in artikel 13 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Voorts schrijve men "vakbondsstatuut", niet "syndicaal statuut".

Artikel 5.

---

(1) Cf. artikel 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van 21 april 1983 betreffende de samenstelling en de werking van de Commissie voor de vakbondspremies.

De gemachtigde van de Regering heeft bevestigd wat kan worden vermoed op basis van het gebruik, in het eerste lid, van de woorden "overheidsbedrijven bedoeld in artikel 2, § 2, 1°, 3° en 4°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven" en "bedrijven die het voorwerp hebben uitgemaakt van de indeling bedoeld in artikel 1, § 3, van de voornoemde wet van 21 maart 1991", namelijk dat indien de Regie der Luchtwegen bij de autonome overheidsbedrijven wordt ingedeeld, de door het ontworpen besluit ingestelde procedures ook voor haar zullen gelden, zonder dat het besluit daartoe behoeft te worden gewijzigd, wat net de bedoeling van de stellers van dit besluit is.

Zoals de Raad van State bij artikel 1 van het ontwerp heeft gesuggereerd, is het dus dat artikel dat dienovereenkomstig moet worden aangepast.

Overigens zou de redactie van het eerste lid van artikel 5 kunnen worden verbeterd. Zo zouden de woorden "de overheidsbedrijven bedoeld in art. 2, § 2, 1°, 3° en 4°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven" beter worden vervangen door de woorden "de autonome overheidsbedrijven met uitzondering van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen". Het slot van het lid zou voorts beter als volgt worden gesteld : "... haar personeel, uit hem voor elk van die bedrijven de naam van de vakorganisaties die overeenkomstig artikel 30, § 5, van de wet als representatief worden beschouwd, mede te delen alsmede het aantal bijdrageplichtige leden dat voor elk ervan in aanmerking is genomen met

het oog op de zetelverdeling in het paritaire comité van het bedrijf".

Artikel 6.

In het eerste lid van artikel 6 vervange men de woorden "paritaire organen" door de woorden "paritaire comités".

Artikel 7.

1. Voor paragraaf 1 wordt de volgende redactie voorgesteld :

"§ 1. Voor elke vakorganisatie waarvan haar met toepassing van de artikelen 4 en 5 de naam is meegedeeld, gaat de in artikel 3 genoemde commissie na of zij voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 31, § 6, vijfde lid, van de wet.

In voorkomend geval vraagt de voorzitter bij ter post aangetekende brief aan de leidinggevende organen van de vakorganisatie hem alle bewijsmateriaal dat voor die controle nodig is, te bezorgen; binnen acht dagen na de ontvangst van die brief, wordt het gevraagde materiaal aan de voorzitter bezorgd; zo niet wordt de vakorganisatie geacht niet aan die voorwaarden te voldoen".

2. Er wordt voorgesteld het eerste lid van paragraaf 2 als volgt te redigeren :

"§ 2. Met het oog op de verdeling, onder de representatieve vakorganisaties, van de mandaten bedoeld in artikel 31, § 6, derde lid, van de wet, deelt de in artikel 3 genoemde commissie het totale aantal bijdrageplichtige leden van elke representatieve vakorganisatie door negen".

3. Aangezien het niet om verkiezingen gaat, is het niet dienstig in het tweede en het derde lid van diezelfde paragraaf 2 het woord "kiesdeler" te gebruiken. Men spreke gewoon van "deler".

4. Als men ervan uitgaat dat het quotiënt waarvan in het derde lid van dezelfde paragraaf sprake is een rationeel getal is, moet het gedeelte vóór de komma van dat getal, of anders gezegd het aantal eenheden dat het quotiënt bevat, bepalend zijn voor de eerste verdeling waarin dat lid voorziet. De redactie van het lid moet dienovereenkomstig worden gepreciseerd.

5. Op basis van de huidige redactie van het laatste lid van diezelfde paragraaf 2, kan niet worden nagegaan hoe de mandaten die na de eerste toewijzing overblijven, inzonderheid wanneer het niet om één, maar om verscheidene mandaten gaat, zullen moeten worden verdeeld. De tekst dient te worden herschreven om de manier van toewijzing van die mandaten te preciseren.

Artikel 9.

Er wordt voorgesteld in de Franse tekst van dit artikel het woord "communiquent" te vervangen door het woord "adressent".

De Nederlandse tekst zou aldus gesteld moeten worden :

"Art. 9. Binnen acht dagen na ontvangst van de mededeling genoemd in artikel 8, stellen de ministers bevoegd voor de autonome overheidsbedrijven bij een ter post aangetekende brief elke representatieve vakorganisatie in kennis van ... leden waarop zij recht heeft".

Artikel 10.

Volgens artikel 31, § 6, derde lid, van de wet van 21 maart 1991 stelt elke representatief geachte vakorganisatie leden voor, zulks in tegenstelling met de raden van bestuur, die kandidaten voordragen krachtens artikel 31, § 6, tweede lid. De vakorganisatie draagt een aantal leden voor in verhouding tot haar aantal bijdrageplichtige leden onder het totale aantal personeelsleden van het geheel van de autonome overheidsbedrijven die bij een van die representatieve vakorganisaties zijn aangesloten.

Artikel 7 van het ontwerp strekt echter net tot bepaling van die verhouding.

De gemachtigde van de Regering heeft dan ook alleen maar kunnen bevestigen dat het aantal leden dat elke organisatie voordraagt, overeenkomstig de wet gelijk moet

zijn aan het aantal mandaten dat zij met toepassing van het voornoemde artikel 7 moet vervullen.

Bijgevolg dient te worden geschreven :

"Art. 10. Binnen acht dagen na ontvangst van de aangetekende brieven bedoeld in artikel 9, delen de representatieve vakorganisaties, ieder wat haar betreft, aan de ministers bevoegd voor de autonome overheidsbedrijven, de namen mee van de werkende leden en plaatsvervangende leden die zij ter benoeming voordragen".

Artikel 11.

1. Er wordt verwezen naar de opmerkingen die over artikel 2 zijn gemaakt.

2. Met het oog op precisering van de manier van aanwijzing van een nieuw lid om in een vacant mandaat te voorzien, dient de volgende zin, die door de gemachtigde van de Regering is gesuggereerd, te worden ingevoegd tussen de twee zinnen die in het ontwerp het laatste lid vormen : "Daartoe draagt de vakorganisatie die het te vervangen lid heeft voorgedragen, binnen drie maanden vanaf het vacant worden van het mandaat naargelang van het geval een ander werkend of plaatsvervangend lid voor".

Artikel 12.

1. Het eerste lid bepaalt dat het comité ook vergadert op verzoek van een representatieve vakorganisatie, terwijl het tweede lid bepaalt dat het verzoek om te vergaderen melding maakt van de zaken "die deze leden op de agenda wensen te plaatsen". Bijgevolg moet de redactie worden herzien om de overeenkomst van beide leden op dat punt te garanderen.

2. In de Franse tekst van het tweede lid behoort het woord "toujours" te vervallen.

In de Nederlandse tekst schrijve men "toelichting" in plaats van "toelichtende nota".

Artikel 13.

Eén van de aan het comité overheidsbedrijven opgedragen taken is die vermeld in artikel 35, § 3, eerste lid, 1°, van de wet van 21 maart 1991. Bij de uitoefening van die bevoegdheid kan de voorzitter van het comité worden belast met een voorafgaande bemiddelingsopdracht genoemd in het tweede lid van dezelfde paragraaf van dat artikel 35.

Artikel 13 van het ontwerp moet de nadere regels voor die bemiddelingsopdracht preciseren.

Voorts vervange men in het eerste lid de woorden "opvolging" en "advisen" respectievelijk door de woorden "voortgang" en "adviezen", en het woord "verzekert" door de woorden "zorgt voor".

Artikel 17.

1. Het huishoudelijk reglement mag in beginsel alleen betrekking hebben op de aanvullende regels voor de werkwijze van het comité; de wezenlijke aspecten van de werkwijze moeten in het besluit zelf geregeld worden.

2. Bovendien wijst de tekst niet aan welke overheid met het opstellen van het huishoudelijk reglement zal worden belast. De Raad van State neemt aan dat die bevoegdheid door het comité zelf zal worden uitgeoefend.

Er wordt dan ook voorgesteld te schrijven :

"Art. 17. Het comité stelt in zijn huishoudelijk reglement de aanvullende regels voor zijn werkwijze vast".

Artikel 18.

Dit artikel bepaalt dat de installatie- en werkingskosten van het comité overheidsbedrijven gedragen worden door de autonome overheidsbedrijven die in dat comité vertegenwoordigd zijn ten belope van een bijdrage vastgesteld door de ministers onder wie die bedrijven ressorteren.

De loutere bevoegdheid die aan de Koning is opgedragen door artikel 31, § 8, van de wet van 21 maart 1991, dat de gemachtigde van de Regering als rechtsgrond aanvoert, verleent Hem niet de bevoegdheid om die bedrijven financiële verplichtingen op te leggen.

Het artikel behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

De artikelen 19 en 20.

Krachtens artikel 4 van het koninklijk besluit van 10 april 1995 tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende de samenstelling en de werking van het comité overheidsbedrijven, houdt het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 op van toepassing te zijn wanneer de Koning uitvoering geeft aan artikel 49, § 3, van de wet van 21 maart 1991.

Tot nog toe is alleen het tweede lid van artikel 49, § 3, van die wet uitgevoerd, en wel bij het koninklijk besluit van 23 november 1995 vaststellende de datum van de vernieuwing van de nationale paritaire commissie bij de

Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen; er is nog geen besluit ter uitvoering van het eerste lid uitgevaardigd; bijgevolg is het voormelde koninklijk besluit van 12 augustus 1993 nog steeds van toepassing.

Om deze moeilijkheid te ondervangen, heeft de gemachtigde van de Regering de volgende voorstellen gedaan, waarmee de Raad van State instemt :

1° in hoofdstuk IV een nieuw artikel 19 invoegen, luidende :

"Art. 19. De eerste periode van zes jaar genoemd in artikel 30, § 5, van de wet gaat in op 1 december 1996.";

2° een nieuw artikel 20 invoegen, luidende :

"Art. 20. Het koninklijk besluit van 12 augustus 1993 betreffende de samenstelling en de werking van het comité overheidsbedrijven, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 april 1995, wordt opgeheven.";

3° de artikelen 19, 20 en 21 van het ontwerp, die respectievelijk de artikelen 21, 22 en 23 worden, vernummeren;

4° artikel 22 redigeren als volgt :

"Art. 22. Dit besluit treedt in werking op 1 december 1996.";

5° het eerste lid van de aanhef redigeren als volgt :

"Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op de artikelen 31, § 8, en 49, § 3, eerste lid;".

Slotopmerking.

De Nederlandse tekst van de meeste bepalingen van het ontwerp is voor verbetering vatbaar. Zo zou het woord "hernieuwing", dat een andere gebruikssfeer heeft dan het woord "vernieuwing", overal in het ontwerp vervangen moeten worden door het woord "vernieuwing". Evenzo wordt ten onrechte de term "werking" gebruikt, waar "werkwijze" bedoeld is. Ook bevat het ontwerp verscheidene gallicismen.

Bij wijze van voorbeeld zijn in het ontwerp een aantal tekstvoorstellen gedaan. De Nederlandse tekst van het ontwerp zou herzien moeten worden.

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET, président de chambre,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
C. WETTINCK,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame M. PROOST, greffier,

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme P. VANDERNACHT, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY, conseiller d'Etat.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. PROOST.

De kamer was samengesteld uit

kamervoorzitter,

staatsraden,

assessoren van de afdeling wetgeving,

Mevrouw griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY, staatsraad.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.